

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Affiché le 25/02/19

de la commune de Frontignan

PRÉFECTURE
DE L'HÉRAULT

Retiré le

19 FEV. 2019

MAIRIE DE FRONTIGNAN

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF
LE 07 FEVRIER A 18 HEURES 30

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A

LE CONSEIL MUNICIPAL DE CETTE COMMUNE, REGULIEREMENT CONVOQUE LE 31 JANVIER 2019, S'EST REUNI AU NOMBRE PRESCRIT PAR LA LOI, SALLE VOLTAIRE A FRONTIGNAN EN SESSION ORDINAIRE, SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR PIERRE BOULDOIRE, MAIRE.

PRESENTS : Pierre BOULDOIRE (maire) – Claudie MINGUEZ, Mireille BERTRAND, Michel GRANIER, Sabine SCHÜRMANN, Youcef EL AMRI, Caroline SUNÉ, Olivier LAURENT, Jean-Louis BONNERIC (adjoints) – Kelvine GOUVERNAYRE, Loïc LINARES, Claude LEON, Max SAVY, Simone TANT, Jean-Louis PATRY, Marie-Ange PALAMARA, Yannick COQUERY, Eric BRINGUIER, Michel SALA, Sarah MASSON, David JARDON, Renée DURANTON-PORTELLI, Guilaine TOUZELLIER, Jean-Claude ALQUIER, Philippe LOUE (conseillers municipaux).

ABSENTS EXCUSES REPRESENTES : Michel ARROUY (procuration à Loïc LINARES), Gérard ARNAL (procuration à Claude LEON), Nathalie GLAUDE (procuration à Olivier LAURENT), Ange GRIGNON (procuration à Sarah MASSON), Gérard PRATO (procuration à Guilaine TOUZELLIER), Michel VOGT (procuration à Jean-Claude ALQUIER),

ABSENTES EXCUSEES : Victoria BONNET-SOLÉ, Pascale GREGOGNA, Paula LEITAO, Nathalie HEMMER.

OBJET : Environnement : Règlement local de publicité de la Ville de Frontignan : débat sur les orientations générales.

N/REF : PB/DB/AG/FC/FAA - N°2019-039.

M. Loïc Linares rappelle que lors de sa séance du 26 septembre 2018, le conseil municipal de la Ville de Frontignan avait prescrit l'élaboration d'un règlement local de publicité, en cohérence avec l'approbation de son nouveau Plan local d'urbanisme visant lui-même à assurer notamment la protection des milieux naturels, celle des grands paysages et des points de vue, et d'une manière générale, de la qualité de vie.

Dans le cadre de cette démarche environnementale, le règlement local de publicité a paru constituer un outil de mise en œuvre d'une politique du paysage à l'échelle locale car il permet, tout en respectant la liberté d'expression, d'adapter la réglementation nationale aux caractéristiques d'un territoire, tout en étant plus restrictif que celle-ci.

Pour mémoire, les objectifs fixés à cette démarche, qui avaient été clairement identifiés par le conseil municipal, sont les suivants :

- La prise en compte des évolutions législatives et réglementaires, notamment la loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, et la loi n° 2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- L'affirmation de façon transversale d'un droit au paysage et sa déclinaison ;
- La sécurisation de la préservation de la qualité des paysages peu impactés par la publicité extérieure : secteurs résidentiels, secteurs littoraux, massif de la Gardiole et vignoble AOP, abords de l'église Saint Paul et de la chapelle des pénitents ;
- L'amélioration de la qualité des paysages des zones d'activités, des axes viaires structurants du territoire communal et des différentes entrées de ville.

Les premières études et ébauches du projet de règlement ont pu être envisagées, notamment dans le cadre d'échanges avec les personnes publiques associées, lors d'une réunion intervenue le 14 novembre 2018.

Une large concertation a parallèlement été menée, notamment par l'organisation d'une réunion publique le 13 décembre 2018, faisant ressortir les spécificités du territoire.

A ce stade de l'élaboration de ce document et bénéficiant de ces premiers retours, il convient de mener au sein du conseil municipal un débat, non suivi de vote, sur les orientations générales de ce dernier.

Ceux-ci semblent s'organiser autour de l'axe majeur de la conciliation entre le droit au paysage, véritable composante de la préservation du cadre de vie, et les enjeux économiques.

La poursuite de cet objectif se déclinerait de diverses manières : la mise en place de règles transversales ou l'identification de zonages particuliers au sein du territoire municipal, chaque zone organisant différemment cette conciliation avec la mise en place, ou pas, de sujétions, et ce en tenant compte de la différence entre publicités et pré-enseignes d'un côté, et enseignes de l'autre.

Dans ce cadre, les orientations mises au débat sont les suivantes :

- Limiter la place des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol qui peuvent avoir un impact important sur le paysage de la commune ;
- Réduire la densité ainsi que le format des publicités sur mur ou clôture aveugles pour être adapté au contexte local ;
- Limiter l'implantation de dispositifs numériques ;
- Renforcer la plage d'extinction nocturne des dispositifs lumineux ;
- Renforcer les règles applicables à la publicité supportée par le mobilier urbain pour maintenir la qualité des paysages ;
- Restreindre la réglementation applicable aux enseignes perpendiculaires ;
- Limiter la place des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol dont l'impact est important pour le paysage ;
- Éviter l'implantation d'enseignes sur toiture ;
- Encadrer les enseignes sur clôture.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
LE RAPPORTEUR ENTENDU,
EN DEBAT AINSI,**

Il rappelle la raison d'être de ce projet de règlement. Il revient sur la tenue d'une réunion de concertation et regrette que celle-ci n'ait été que peu suivie, bien que ce règlement soit à terme opposable aux tiers comme tout autre règlement.

Il revient sur les orientations ci-avant évoquées.

M Linarès revient sur la tenue d'une concertation, et Mme Touzellier se voit confirmer que la concertation est accessible. Il est également évoqué la tenue d'une enquête publique qui permettra à tout un chacun de s'exprimer.

M le maire rappelle que les interventions et avis sont d'autant mieux analysés qu'ils interviennent en amont.

A la demande de Mme Touzellier, les conditions différentielles d'entrée en vigueur du règlement sont portées à la connaissance de l'assemblée.

Les différents régimes juridiques au sein de la réglementation de la publicité sont évoqués et différentes situations impactées sont déclinées.

M le maire souligne que ce règlement s'efforcera de limiter les atteintes aux paysages et invite tout intéressé à se rapprocher des services concernés.

Mme Touzellier se voit préciser que la taxe sur la publicité extérieure restera en vigueur, et relève l'apparition d'un certain manque à gagner pour le budget. Ce dernier élément lui est confirmé, sachant qu'il s'agit pour la Ville essentiellement de garantir le paysage plutôt que d'équilibrer le budget.

Prenant acte de la fin des échanges, M le maire considère le débat clos.

**Pour extrait conforme, Frontignan
Les jour, mois et an que dessus**



**Pierre Boulidoire
Maire**